

**FONDS AFRIQUE** de GARRIGUE, mis en œuvre par Tech-Dev

---



---

# RAPPORT D'ACTIVITE

2011

---

# Table des matières

<b>RAPPORT TECHNIQUE .....</b>	<b>1</b>
Résumé exécutif.....	1
1. Introduction .....	2
2. Gestion du Fonds d'investissement solidaire.....	3
a. Collecte d'épargne solidaire en France .....	3
b. Nouveaux investissements en 2011.....	4
c. Situation de l'instruction des demandes de financement au 31/12/2011 et perspectives d'investissement en 2012 .....	6
d. Nouveaux pays d'intervention .....	6
3. Services d'Appui aux Entreprises du portefeuille .....	8
a. Le réseau des SAE partenaires de TECH DEV chargés de la mise en œuvre du FA dans leur pays .....	8
b. Méthode et outils de travail pour la mise en œuvre du FA par les partenaires africains .....	9
c. Atelier rencontre des partenaires du FA .....	9
d. Le Service d'Appui Technique à Distance apporté par TECH DEV .....	10

# RAPPORT TECHNIQUE

## Résumé exécutif

L'année 2011 aura été marquée par le renforcement de l'équipe en charge de la gestion du Fonds Afrique (FA), au siège de TECH DEV ; Johann Fourgeaud a été recruté à plein temps (CDI) le 01/02/2011 en tant que chargé du portefeuille.

Un travail important a été réalisé en terme de capitalisation des acquis des 6 premières années de fonctionnement du FA et de formalisation de nos méthodes de travail et de communication avec nos partenaires africains, (structures d'appui non financiers aux entreprises - SAE) qui assurent la mise en œuvre "de proximité" du dispositif dans leur pays ; l'atelier de mise en commun organisé en mai dernier à Cotonou a réuni tous nos partenaires ; il a permis d'échanger et de faire évoluer nos pratiques ; il a surtout fortement contribué à une meilleure connaissance des parties prenantes du "réseau FA", en France et en Afrique.

Notre objectif de 6 nouveaux investissements dans l'année n'a pas été atteint (4 décisions d'investissement, 1 seule concrétisation en décembre), essentiellement du fait de l'incertitude qui pèse depuis début 2011 sur le renouvellement de la garantie ARIZ. Cependant le volume très significatif de demandes de financement identifiées et / ou en instruction par nos partenaires africains (au 31/12/11) devrait permettre le rattrapage en 2012 du retard constaté fin 2011 sous réserve de la signature de la nouvelle convention de garantie ARIZ dans les plus brefs délais.

Le démarrage effectif du FA dans 2 nouveaux pays (Mali et Togo) et la forte mobilisation de nos partenaires africains dans le prolongement de l'atelier de Cotonou contribueront à l'élargissement du portefeuille en 2012.

Le portefeuille des 13 entreprises financées au 31/12/2011 ne s'est pas dégradé au cours de l'année, en terme de risque. 4 de nos premières prises de participation (2 coopératives et 2 SARL) se sont traduites par la concrétisation de 2 sorties (partielles) des coopératives courant 2011 ; les négociations ont été amorcées avec les 2 SARL pour une revente de notre participation dans leur capital courant 2012, avec une plus value conforme aux accords initiaux convenus avec les Gérants.

L'année 2011 aura donc été une année de consolidation ; 2012 devrait être l'année du "décollage" avec un accent fort sur le renforcement de l'appui conseil de proximité assuré par nos partenaires SAE.

## 1. Introduction

Né du partenariat conclu en 2005 entre TECH DEV et GARRIGUE ([www.garrigue.net](http://www.garrigue.net)), le Fonds Afrique (FA) est un fonds d'investissement en capital risque ayant pour objectif de répondre aux besoins de financement des TPE / PE dans les pays d'intervention de Tech Dev en Afrique ; ce dispositif de financement a pour but d'apporter une réponse (parmi d'autres) à la problématique de la "mésofinance", ce "vide" entre Institutions de Micro finance (IMF) et banques commerciales.

Le Fonds Afrique se distingue par deux spécificités :

- le couplage d'un service financier (SF), le capital risque solidaire, métier de GARRIGUE en France depuis plus de 25 ans et d'un service non financier (SNF), l'appui accompagnement technique, métier de TECH DEV depuis 17 ans et de nos partenaires africains avec lesquels nous avons noué des relations de travail qui s'inscrivent dans la durée ;
- la mobilisation ici de l'épargne solidaire pour des investissements directs en Afrique dans des TPE / PE qui répondent à nos critères d'"utilité sociale" ; GARRIGUE est un des acteurs historiques de ce courant de la finance solidaire en France. Vers l'Afrique, le FA fait figure de pionnier, les acteurs de la finance solidaire qui s'inscrivent dans la solidarité internationale étant centrés principalement (voire exclusivement) sur le refinancement d'IMF. Le FA met ainsi en œuvre une chaîne de solidarité entre les épargnants qui « veulent donner du sens à leur épargne » et les acteurs économiques africains qui contribuent au développement durable de leur pays.

L'AFD (Division "Secteur Financier et Appui au Secteur Privé") s'est engagée depuis 2008 dans une démarche d'appui au financement du secteur des TPE / PE du Sud, aussi bien au niveau de la demande de financement (mise à niveau des entreprises) que de l'offre de financement (ARIZ, lignes de crédit, subventions à des guichets de financement innovants). Cette démarche s'inscrit dans l'initiative pour le soutien de la croissance de l'Afrique lancée le 28/02/2008 (FISEA - Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique).

En 2010, à l'issue de la phase de démarrage du Fonds Afrique (2005 – 2010), l'AFD a répondu favorablement à la requête de TECH DEV pour un appui au développement du Fonds, lequel s'inscrit à la fois dans la démarche de l'AFD d'appui à la demande des entreprises et d'appui à des initiatives de guichets innovants dédiés à la Mésofinance ; un concours financier a été consenti par l'AFD à TECH DEV, destiné au financement partiel du développement du FA (le Projet) sur la période 2011 - 2014.

Les objectifs du Projet peuvent se résumer comme suit :

- accompagner pendant 4 ans (2011 – 2014) la phase de développement du FA vers l'atteinte de son équilibre financier (autonomie financière),
- affiner le modèle d'un fonds de capital risque investissant dans des TPE / PE en Afrique,
- valider la nécessité du couplage SF / SNF pour l'accompagnement de la croissance des TPE / PE en Afrique et définir des modalités de rémunération des SNF supportables par les entreprises bénéficiaires,
- accompagner les SAE africains, au centre de la mise en œuvre du FA dans leur pays, par le renforcement de leurs capacités et l'adaptation des services qu'ils proposent aux besoins de ces entreprises,
- identifier les blocages dûs à l'environnement des affaires pour le passage des entreprises de l'économie informelle (économie populaire) à l'économie formelle (secteur moderne).

## 2. Gestion du Fonds d'investissement solidaire

### a. Collecte d'épargne solidaire en France

La collecte d'épargne solidaire en 2011 aura été en net recul par rapport aux années précédentes :

- montant total des fonds levés au 31/12/2011 : 624 778 €
- montant collecté dans l'année 2011 : 49 049 € (comparé à 123 816 € en 2010 et 219 374 € en 2009).

Ce recul s'explique notamment par la dégradation du climat économique général due à l'accentuation de la crise financière mondiale ; par ailleurs, le « rabot » fiscal de la Loi de Finances 2010 diminue significativement les avantages fiscaux pour les souscripteurs de parts sociales de la coopérative Garrigue, ceci à compter du 1er janvier 2011.

	IRPP		ISF	
	% déductible	Horizon revente	% déductible	Horizon revente
Jusqu'au 31/12/10	50 %	5 ans	75 %	5 ans
<b>A partir du 1/1/11 (*)</b>	<b>22 %</b>	<b>10 ans</b>	<b>50 %</b>	<b>10 ans</b>

(\*) Cf. Note GARRIGUE « Modifications fiscales suivant la Loi de Finances 2010 » en annexe 2

Le même constat est fait par Garrigue au niveau des souscriptions de parts sociales en 2011, tous secteurs confondus (5 compartiments dont le FA)<sup>1</sup>.

S'ajoute à cette dégradation de l'environnement économique et fiscal (cause exogène), le fait que seuls 43 % des fonds collectés ont été investis au 31/12/2010 (cf. annexe 1 : rapport d'activité 2005 – 2010, partie III Bilan financier qui présente l'analyse des raisons de ce retard). Ce % est de 40% au 31/12/2011 en ne prenant en considération que le seul investissement concrétisé en 2011 (BAOBAB DES SAVEURS) même si nous pouvons considérer que 4 investissements ont été réalisés en 2011 (cf. § b ci-dessous)<sup>2</sup>.

Nous sommes loin de notre engagement vis-à-vis des souscripteurs fléchant leur épargne vers le FA (« 1 € souscrit dans le FA = 1 € investi en Afrique ») même si l'irréversibilité de l'épargne qui nous est confiée est destinée à être investie en Afrique (pas de prélèvement, ni par Garrigue ni par Tech Dev, pour couvrir nos frais de fonctionnement en France et en Afrique). Nous avons donc décidé de maintenir en 2011 notre effort de communication vers le public au même niveau qu'en 2010, en poursuivant les actions de communication engagées les années précédentes.

Moyen (vecteur) de communication	Réalisé en 2011
<b>Articles dans la presse spécialisée</b>	ALTERMONDES (N°27, septembre 2011) (2) : « Quelles solutions pour les PE africaines » : interview de H. de Beaumont « Le FA a permis le passage à l'entreprise formelle » : interview de D. Souaty, gérant de Savon Plus au Congo (1er investissement du FA en décembre 2005)
<b>Information trimestrielle des souscripteurs et des sympathisants du FA</b>	Bulletins ACTU FA n°s 14 (février), 15 (mai) (3), 16 (septembre) et 17 (décembre)
<b>Semaine de la Finance solidaire organisée par FINANSOL du 3 au 11/11 (1)</b>	Stand de présentation du FA et des entreprises du portefeuille dans le hall de la Mairie du 18 <sup>ème</sup> arrdt de Paris pendant 3 jours (7 au 9/11) (4) <a href="#">Conférence à la Mairie du 18<sup>ème</sup> le 10/11 (4)</a>

(1) : [www.finansol.org](http://www.finansol.org) (2) : cf. extraits cités en annexe 3 (3) : l'ensemble des ACTU FA est accessible en ligne ([www.tech-dev.org/fonds-afrique/](http://www.tech-dev.org/fonds-afrique/)) ; cliquer sur "NEWSLETTER" dans le menu ; refonte en mai de la présentation du bulletin pour le rendre plus attractif et plus lisible (4) : cf. fiches bilan en annexe 4

- 1 Levée de fonds du 1/4/11 au 15/2/12 : 450 k€ (comparable à la période avril 2009 - avril 2010) alors que la levée de fonds du 1/4/10 au 1/4/11 s'est élevée à 1 100 k€
- 2 Les remboursements de CCA (73 k€ au 31/12/2010) venant ré alimenter le fonds d'investissement, le % chute à moins de 30 à 35 %.

Par ailleurs, afin de mieux connaître nos souscripteurs, une enquête a été lancée en avril ; le taux de réponse au questionnaire (plus de 60 %) nous a permis de mieux cerner la typologie, les motivations et les attentes des souscripteurs (cf. « Résultats de l'enquête souscripteurs FA – 09/2011 » et la synthèse du dépouillement en annexe 5).

#### Synthèse 2011 :

Collecte de fonds en 2011 en net recul (environnement économique, diminution des avantages fiscaux). Niveau de collecte au 31/12/11 très supérieur au niveau d'investissements réalisés (seuls 40% des fonds collectés ont été investis fin 2011).

Meilleure connaissance du profil et des attentes des souscripteurs du FA grâce à l'enquête réalisée en avril 2011.

#### b. Nouveaux investissements en 2011

Seuls 4 investissements ont été décidés en 2011 (comparé à notre objectif de 6 investissements dans l'année) et un seul a été concrétisé en décembre.

Pays	Entreprise	Montant investi (k€)	Avis favorable du CE	Décision du Directoire GARRIGUE
Sénégal	BAOBAB DES SAVEURS	22,7	Juin	Novembre
Sénégal	APROVAL	23	Septembre	Janvier 2012 (*)
Bénin	MTC	15,5	Novembre	Janvier 2012 (*)
Bénin	CHRIS	9,4	Septembre (sous condition)	Janvier 2012 (*)
<b>TOTAL</b>		<b>70,6</b>		

(\*) : Décision d'investissement sous réserve de l'accord AFD / ARIZ pour la signature de la 2<sup>ème</sup> convention de garantie des investissements de Garrigue en Afrique

Cf. fiches

Ce faible niveau d'investissements en 2011 s'explique par :

- la suspension de la garantie ARIZ à compter du 1/1/2011, date d'expiration de la première convention signée en janvier 2010 pour une année – NOTA : accord de principe du comité de financement AFD/ARIZ le 7/12/11 pour le renouvellement de la garantie sous réserve de (i) la vérification que Garrigue n'est pas soumis à un cadre réglementaire particulier" (ii) la validation de la procédure LABFT qui sera mise en application au sein de TECH DEV (réserves émises par le département conformité de l'AFD)<sup>3</sup> ; cette incertitude sur le renouvellement de la garantie ARIZ a rendu les prises de décision par le Directoire de Garrigue plus longues et plus difficiles en 2011 (2 derniers investissements décidés en janvier 2012 bloqués en attente de la signature de la nouvelle convention), même si nous avons l'assurance de l'effet rétroactif de la couverture ARIZ sur les investissements réalisés en 2011 ;
- un nombre significatif de demandes de financement identifiées par nos partenaires africains et présentées au Comité d'Engagement (4 réunions du Comité en 2011) mais des exigences renforcées au niveau de l'instruction des demandes de financement, ce qui rallonge le délai entre la décision d'instruire (1er passage en CE) et l'avis du CE sur la décision d'investissement (2ème passage) ; la situation au 31/12/11 est la suivante<sup>4</sup> :

3 Cf. E-mail de JG DAYRE (AFD/ARIZ) le 8/2/12

4 Cf. point de situation des dossiers présenté au membres du CE le 17/11 (CE N°18) en annexe 6

N° CE	Date du CE	Demandes présentées	Accord du CE pour instruction	Situation au 31/12/11
15	11 mars	GENERALE DES VIANDES (BF)	OUI	En attente
		BAOBAB DES SAVEURS (Sénégal)	OUI	Avis favorable avec réserves (CE 16) ; <b>investissement réalisé en décembre</b>
		CHRIS BENIN (Bénin)	OUI	Avis favorable avec réserves (CE17)
		NATURA (Bénin)	OUI	En attente
		APROVAL (Sénégal)	OUI	Avis favorable (CE18) ; <b>investissement bloqué (3)</b>
		TISSAGE PLUS (Bénin)	NON	
		COULEUR INDIGO (BF)	NON	
		PHYTORICA (Cameroun)	OUI	En cours d'instruction
16	6 juillet	COOP MEUBLE (Bénin) - 2ème PP	OUI	En cours d'instruction
		MTC (Bénin)	OUI	Avis favorable (CE18) ; <b>investissement bloqué (3)</b>
17	8 septembre	OUEDAF (BF)	OUI sous réserve	levée réserve après mission BF jan 2012 (CE 18)
		NT FOODS (Cameroun)	OUI	En cours d'instruction
		MAB BRICK (Congo)	OUI	En cours d'instruction (1)
18	17 novembre	AWA FISH (Bénin)	NON (2)	
		IVATEX (BF)	OUI sous réserve	levée réserve après mission BF jan 2012 (CE 18)
		FAPL (Cameroun)	OUI sous réserve	sous réserve vérification in situ

(1) avis favorable du CE pour investir avec réserve (CE 19 le 7/2/12) (2) : demande adressée au FA par l'Agence AFD de Cotonou ; hors critères du FA ; demande ré orientée vers I&P qui a décidé d'instruire le dossier (3) : en attente du renouvellement de la garantie ARIZ

#### Synthèse 2011 :

Notre objectif en terme de nombre d'investissements en 2011 n'a pas été atteint : seulement 4 décisions d'investissements (objectif initial : 6 dans l'année) :

- . Suspension de la garantie ARIZ depuis le 1/1/2011
- . Due diligence par l'équipe FA à Paris et les partenaires SAE en Afrique plus exigeante

### c. Situation de l'instruction des demandes de financement au 31/12/2011 et perspectives d'investissement

en 2012

PAYS	Demandes identifiées	Instructions en cours
BENIN	2 (NATURA, LABEL BENIN)	3 (COOP MEUBLE - 2ème PP, MTC)
BURKINA FASO	5 (GENERALE DES VIANDES, PHYTOFLA*, SACS*, IVATEX, FRANCOIS 1 <sup>er*</sup> )	2 (ART & COTON, OUEDAF)
CONGO	0	1 (MAB BRICK)
CAMEROUN	2 (PHYTORICA, FAPL)	1 (NT FOODS)
TOGO	1 (AGROCONCEPT*)	
MALI	1 (SAWURA*)	
SENEGAL	0	1 (APROVAL)
TOTAL		

(\* non encore présentée au CE n°1 (identification) au 31/12/2011

**Objectif 2012** : 6 nouveaux investissements (sous réserve de la levée de l'incertitude sur la 2ème convention ARIZ dans les plus brefs délais)

#### Synthèse 2011 :

Un flux important de demandes de financement au 31/12/2011, ce qui permet de fixer un objectif de 6 investissements en 2012 sous réserve de la signature rapide de la 2ème convention ARIZ.

#### d. Nouveaux pays d'intervention

Les missions en Afrique au cours de l'année 2011 ont été mises à profit pour concrétiser le partenariat avec des structures déjà en relation avec TECH DEV mais pas encore impliquées dans la mise en œuvre du FA : au Mali avec la SERIM et au Togo avec le BCGO.

Mali : présentation du FA à la Directrice de la SERIM<sup>5</sup> lors de la mission réalisée en mai; concrétisation du partenariat au cours de la mission de novembre à BAMAKO<sup>6</sup> : signature de la convention TECH DEV - FA / SERIM et visites d'entreprises identifiées par le partenaire.

Togo : participation du BCGO<sup>7</sup> (le Directeur et un conseiller d'entreprise) à l'atelier de Cotonou en mai 2011 (cf. § 3d ci-dessous) ; concrétisation du partenariat au cours de la mission de novembre à LOME : signature de la convention TECH DEV - FA / BCGO et visites d'entreprises identifiées par le partenaire.

#### Synthèse 2011 :

Développement du FA dans 2 nouveaux pays en 2011 : le Mali et le Togo (conforme à notre objectif). Des entreprises déjà identifiées par nos partenaires SAE locaux comme étant potentiellement intéressées par un partenariat technique et financier avec TECH DEV / FA et visitées lors de nos missions Mali et Togo en 2011.

5 SERIM et TECH DEV se connaissent depuis 2008 (appuis ponctuels, montage d'un projet de renforcement des conseillers d'entreprise de la SERIM dans le domaine de la qualité des IAA, ...)

6 Mission Johann Fourgeaud : BAMAKO / COTONOU / LOME en novembre 2011

7 BCGO et TECH DEV se connaissent depuis 2007 (au travers du PMIE - BCGO étant membre du réseau GAME (Groupe d'Appui à la Micro et Moyenne Entreprise) mis en place par le PMIE)



## e. Evolution de la qualité du portefeuille au cours de l'année 2011

Les revues trimestrielles du portefeuille (réunions Directoire de GARRIGUE / Equipe opérationnelle FA à Paris) ont pour objet d'apprécier le risque du portefeuille<sup>8</sup>.

Critères retenus pour la notation du risque des entreprises du portefeuille FA :

V	activité OK, remboursement du CCA/PP Ok (retard sur échéance < 60 j).
*J	activité OK, retard (>60j) sur remboursement du CCA/PP
zO	activité rencontre des difficultés, échéancier suspendu, justifié par l'entreprise
IR	entreprise en péril, échéancier suspendu, horizon du remboursement non visible
T*G	cessation d'activité, procédure de liquidation à prévoir ou en cours
-B	CCA/PP totalement remboursé. FA toujours au Capital - sortie en cours de négociation
vl	CCA/PP totalement remboursé. FA toujours au Capital - horizon de sortie non visible
fC	CCA/PP totalement remboursé. FA sorti du Capital

### Notation du portefeuille fin 2010 (rappel)

IR	CAPS
zO	ANY PASCALE
zO	CASA COMMERCIALISATION
zO	C.V.S.R.H. de NIANING
*J	CUBA LIBRE
*J	SPH
V	AROME D'AFRIQUE
V	ENOCE Bio
V	KARILOR
V	MEUBLE PEDRO
V	SAVON PLUS
-B	COOPERATIVE DU MEUBLE
vl	NUMANA PULI - UGPPK

### Notation du portefeuille fin 2011 (revue de portefeuille - novembre 2011) :

IR	CASA COMMERCIALISATION
zO	ANY PASCALE
zO	CAPS
zO	C.V.S.R.H. de NIANING
*J	CUBA LIBRE
V	AROME D'AFRIQUE
V	BAOBAB DES SAVEURS
V	KARILOR
V	MEUBLE PEDRO
V	SAVON PLUS
-B	SPH
-B	SAVON PLUS
vl	COOPERATIVE DU MEUBLE
fC	NUMANA PULI - UGPPK

Fin 2011, 4 entreprises sont jugées "à risque" (les mêmes que fin 2010), sur les 12 notées au cours de la revue de portefeuille de novembre.

Pas de sinistre (cessation d'activité) à ce jour.

A noter la perspective de 4 sorties (totales ou partielles) en 2012, les CCA ou PP ayant été intégralement remboursés fin 2011 (SAVON PLUS<sup>9</sup> au Congo, SPH<sup>10</sup> et UGPPK<sup>11</sup> au Burkina Faso et COOP MEUBLES<sup>12</sup> au Bénin).

<sup>8</sup> 3 réunions en 2011 (mars, juin et novembre)

<sup>9</sup> A fin décembre 2011 les 2 CCA ont été intégralement remboursés ; sortie négociée en juin : rachat par le gérant avec une plus value de l'ordre de 30 à 430% (à négocié) courant 2012 ; règlement en 2 ou 3 versements

<sup>10</sup> CCA intégralement remboursé fin décembre ; CA multiplié par 3 et 3 exercices bénéficiaires depuis l'entrée du FA en 2007 ; le gérant propose de racheter les parts Garrigue avec une plus value de 35% (réunion avec le gérant en janvier 2012 à Ouaga)

#### Synthèse 2011 :

Pas de dégradation du portefeuille au cours de l'année.

Aucun sinistre (cessation d'activité) à déplorer à ce jour.

4 sorties en perspective en 2012 avec des plus values potentielles (limitées compte tenu des accords avec les gérants) et des performances économiques et sociales significatives pour au moins 2 d'entre elles.

#### f. Portefeuille FA au 31/12/2011

13 entreprises au 31/12/2011 (cf. présentation des entreprises du portefeuille FA en annexe 9)

#### g. Equilibre financier du FA

Le travail de modélisation de l'équilibre financier / viabilité du fonds sera réalisé courant 2012.

### 3. Services d'Appui aux Entreprises du portefeuille

#### a. Le réseau des SAE partenaires de TECH DEV chargés de la mise en œuvre du FA dans leur pays

Le réseau des partenaires de TECH DEV en Afrique apporte des services d'appui (non financiers) aux très petites et petites entreprises de leur pays (SAE).

Les partenaires de TECH DEV qui ont souhaité prendre en charge la mise en opération et le développement du FA dans leur pays sont les suivants :

#### Partenariats "historiques" :

PAYS	STRUCTURE PARTENAIRE
CONGO BRAZZAVILLE	<b>Forum des Jeunes Entreprises du Congo</b> - FJEC <b>Brazzaville et Pointe Noire</b>
BENIN	<b>Bureau d'Appui aux Artisans - BAA</b> <b>Cotonou, Porto-Novo et Parakou</b>
BURKINA FASO	<b>Ingénierie et Conseil en Développement</b> <b>d'Entreprises – ICDE</b> <b>Ouagadougou</b>

#### Partenariats plus récents :

PAYS	STRUCTURE PARTENAIRE
SENEGAL	<b>ENDA Graf, Dakar</b> <b>Action Sud Ziguinchor, Casamance</b>
MALI	<b>SERIM, Bamako</b>
CAMEROUN	<b>Agro PME, Yaoundé, Douala</b>
TOGO	<b>BCGO, Lomé</b>

11 La coopérative est autonome (progression très significative depuis l'entrée de Garrigue comme coopérateur) ; Garrigue détenant une seule part et TECH DEV poursuivant son appui technique à la demande des membres de l'UGPPK pas de revente dans l'immédiat mais l'UGPPK n'a plus besoin de nous en terme d'appui financier (équivalent à une sortie par le haut)

12 Juin 2011 (Cotonou) : proposition de la coopérative de racheter 75% des PS détenues par Garrigue (rachat effectif en décembre 2011) ; 2ème prêt participatif demandé ; accord de principe du FA (juin 2011) ; en cours d'instruction (COOP MEUBLE / BAA)

A noter les évolutions suivantes en 2011 :

**Au Sénégal :** en janvier 2011, BAOBAB DES SAVEURS nous a fait part de sa décision de solliciter le FA pour entrer dans son capital<sup>13</sup> (plutôt que de poursuivre le partenariat amorcé avec TECH DEV dans le secteur de l'appui aux TPE /PE et au développement des filières dans le cadre de la 2ème activité - destinée à devenir marginale - des 2 promoteurs de l'entreprise). Nous avons alors décidé de reprendre contact avec ENDA GRAF pour mettre en oeuvre le FA au Sénégal (participation du Directeur et d'une Conseillère en entreprises à l'atelier de Cotonou en mai ; premier dossier de demande de financement présenté par APROVAL - coopérative de femmes à DAKAR - instruit par ENDA GRAF et validé par le CE du FA en novembre).

**Au Mali :** les partenariats amorcés avec GIP-BIO et M'BARAK ne nous ayant pas donné satisfaction dans le cadre du FA, nous avons décidé en mai dernier de nouer un partenariat avec la SERIM (cf. ci-dessus).

**Au Cameroun :** la mission au Cameroun en juin 2011 ayant confirmé que notre partenaire LAMECAM s'orientait vers des activités autres que le SAE, nous avons décidé de donner suite à la proposition de AGRO PME en janvier 2011 de promouvoir le FA au Cameroun (un premier dossier - NT FOODS - présenté au FA, en cours d'instruction).

#### Synthèse 2011 :

Le réseau des partenaires africains de TECH DEV, maillon central (cheville ouvrière) du dispositif de capital risque solidaire FA, s'est consolidé dans 2 pays (Cameroun et Sénégal) et élargi au Mali et au Togo.

#### b. Méthode et outils de travail pour la mise en œuvre du FA par les partenaires africains

Le premier trimestre 2011 a été mis à profit pour développer une procédure de fonctionnement et des outils entre l'équipe FA à Paris et les partenaires SAE ; cette procédure et ces outils (canevas, outils de suivi ...) ont été présentés, commentés, amendés et validés au cours de l'atelier de Cotonou<sup>14</sup> (cf. ci-dessous).

#### c. Atelier rencontre des partenaires du FA

Près de 6 ans après le démarrage du FA, nous avons jugé indispensable de réunir les partenaires SAE impliqués dans la mise en opération du dispositif pour échanger, partager et améliorer nos pratiques.

Les objectifs de cette rencontre étaient donc de :

- > partager le retour d'expérience de ces 6 premières années,
- > mettre en commun les valeurs qui animent le réseau FA,
- > vérifier la pertinence mais aussi les limites d'un dispositif innovant de capital risque comme le FA qui s'adresse à des TPE / PE en Afrique,
- > convenir d'objectifs à court et moyen termes,
- > valider les procédures et outils de travail et d'échange.

Cet atelier s'est tenu à Cotonou du 16 au 19 mai 2011 ; tous nos partenaires étaient présents (les "patrons" accompagnés du ou des "référants" FA dans leurs équipes) ; ils ont accepté de prendre sur leur temps pour participer à ces journées et ainsi contribuer au succès de cette rencontre.

Notre partenaire béninois, le BAA, s'est fortement impliqué dans la logistique locale, permettant ainsi le bon déroulement du programme.

Liste des participants, programme des 3 journées d'atelier et note de synthèse : cf. annexe 8.

Lors du tour de table de clôture de ces journées, tous les participants ont été unanimes pour convenir de la nécessité de reproduire un tel atelier à l'horizon 12 à 18 mois, dans un autre pays et de prévoir à cette occasion, des visites d'entreprises du portefeuille FA dans le pays.

<sup>13</sup> Demande de financement validé par le CE en juillet ; investissement réalisé en décembre

<sup>14</sup> Cf. annexe 7

#### *Synthèse 2011 :*

Les partenaires présents à l'atelier de Cotonou (6 pays - Bénin, Burkina Faso, Togo, Sénégal, Cameroun et Congo) ont apprécié la rencontre.

Elle leur a permis :

- de réaliser qu'ils constituent un réseau qu'il leur appartient de valoriser,
- de partager les valeurs qui animent le FA,
- de préciser leurs objectifs communs en terme de développement économique et social durable de leur pays, même si ces objectifs sont déclinés avec des méthodes et des modes d'organisation spécifiques à chacun d'eux,
- de vérifier la pertinence du dispositif FA, et en particulier l'indispensable couplage de l'appui technique et de l'appui financier au sein d'un même dispositif,
- de partager leur vision du FA et de son articulation avec leurs activités d'accompagnement du secteur privé dans leur pays,
- d'échanger sur leur stratégie respective pour la promotion du FA dans leur pays,
- d'en cerner les limites et les facteurs limitants,
- de définir un tronc commun de méthodes et outils de travail afin de rendre l'outil plus performant, en particulier au niveau de l'accompagnement de proximité des TPE / PE.

La nécessité de se retrouver périodiquement à l'occasion d'ateliers de même nature a été exprimée par l'ensemble des participants.

#### **d. Le Service d'Appui Technique à Distance apporté par TECH DEV**

Fin 2011, TECH DEV a bénéficié d'un appui financier d'ICCO pour le renforcement de l'appui technologique à distance, complément indispensable de l'accompagnement de proximité assuré par nos partenaires locaux.

Le recrutement d'un ingénieur senior à mi temps à partir de décembre 2011 nous permet de renforcer et de rendre plus performant le rôle central de TECH DEV qui intervient comme un "centre de ressources" au service des TPE / PE africaines, en complémentarité de nos partenaires SAE, pour :

- aller chercher de l'information sur des technologies et des *process* de transformation simples et adaptés au contexte africain (recherche bibliographique, contacts avec des centres de recherche, des équipementiers, ...),
- traiter cette information avant de la restituer (adéquation au besoin, au contexte de l'entreprise, ...),
- identifier et qualifier des fabricants de matériels neufs, ou d'occasion, prioritairement sur le continent africain, sinon en Asie ou en Europe puis d'obtenir des cotations (factures pro forma) pour du matériel adapté,
- mettre en contact les TPE / PE avec les experts et les fabricants de matériel,
- rechercher, le cas échéant, des partenaires commerciaux (acheteurs potentiels en Afrique ou en Europe des produits fabriqués par les TPE / PE), ceci dans un rôle de mise en relation uniquement,
- saisir des opportunités de partenariats industriels (commandes de sous-traitance en Afrique pouvant déboucher sur des prises de participations croisées) et d'accompagner la mise en place du partenariat,

Ce "service" nous est réclamé par nos partenaires africains (cela a été mis à nouveau en exergue à Cotonou) ; cette prestation d'assistance technique à distance est à leur disposition, sans frais pour les entreprises du portefeuille FA car il s'agit là du rôle indispensable qu'entend remplir l'associé FA / GARRIGUE, dans l'intérêt partagé de la réussite et de l'atteinte des objectifs économiques et sociaux des entreprises du portefeuille.

#### *Synthèse 2011 :*

TECH DEV, grâce à l'appui financier de ICCO pour les 3 années à venir, renforce dès fin 2011 sa capacité à apporter une assistance technique à distance aux entreprises du portefeuille FA ; cette assistance vient compléter les services d'appui accompagnement de nos partenaires SAE ; elle est mise en œuvre en lien étroit avec nos partenaires africains.